

BUDGET MACRON-BAYROU 2026 : DÈS LE 10 SEPTEMBRE 2025 MOBILISONS-NOUS !

Pendant que Bayrou et Macron veulent imposer 43,8 milliards d'euros de coupes sur nos salaires, retraites et services publics, pendant que l'accord Trump-Von der Leyen (U.E-USA) ouvre grand nos marchés aux produits américains à bas coût, la loi Duplomb est venue parachever cette politique : sacrifier la santé, l'environnement et l'agriculture paysanne pour servir les intérêts des grands groupes agro-industriels. Le résultat du vote de confiance, le 8 septembre, ne changera rien à notre mobilisation. **ON LÂCHE RIEN!**

LE PROJET DE BUDGET MACRON-BAYROU C'EST :

● Gel généralisé des revenus

En 2026, aucune revalorisation des retraites, des allocations (CAF, RSA, AAH...) ou du point d'indice des fonctionnaires (gelé depuis 3 ans).

Une «année blanche» pour les revenus, mais sûrement pas pour les prix ni les profits.

● 43,8 milliards d'euros d'économie sur notre dos

Avec 30 milliards de coupes budgétaires, dont 5,3 milliards en moins pour les collectivités.

Avec 13,8 milliards de hausses fiscales indirectes, mais qui ne pèseront pas sur les ultra-riches.

● Suppression de deux jours fériés

Le lundi de Pâques et le 8 mai sont dans le viseur avec l'objectif de produire plus, gratuitement.

Ils veulent réduire notre vie à la production et la consommation. Le droit au repos, l'histoire sociale, le droit : on efface.

● Santé : l'humain coûte trop cher

Avec la réduction des affections de longue durée, des franchises médicales supplémentaires, une surveillance renforcée des arrêts maladie.

Une médecine à deux vitesses : celle des bien-portants... et celle des précaires en permanence soupçonnés.

● Destruction programmée de la Fonction publique

1 agent-e sur 3 partant à la retraite ne sera pas remplacé-e, des services fusionnés ou supprimés.

Résultat : plus de souffrance au travail, et toujours plus de services bradés au privé.

● Assurance chômage : responsabiliser les pauvres ?

Vers une allocation unique sous conditions, comme si le chômage était un choix.

● Monétisation de la 5^e semaine de congés payés

Échange « volontaire » entre congés et paie.

Dans les faits : une pression sur les plus modestes à sacrifier leur repos pour boucler leurs fins de mois.

POURQUOI CETTE AUSTÉRITÉ?

Ne nous laissons pas berner. Le vrai fond du dossier ?

Il est là : **réarmer le pays, dans une logique d'économie de guerre.**

Macron s'est engagé auprès de l'Europe à transformer la France en puissance militaire d'envergure, avec un budget défense en hausse constante.

Cela veut dire : des milliards pour des chars, des drones, des missiles... et des miettes pour les hôpitaux, les écoles, les services publics...et pendant ce temps là nos forêts brûlent !

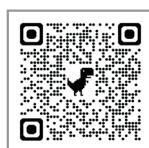
Nous entrons dans l'ère du tout sécuritaire, du tout-militaire, où l'État protège les intérêts économiques plus que les citoyens.

Et toujours plus pour la finance, vraie bénéficiaire.

Cette rigueur budgétaire n'empêche pas les profits records des grands groupes.

Elle n'empêche pas les aides sans condition au patronat, ni les dividendes qui explosent.

Ce n'est pas un plan de redressement, c'est un plan de redistribution... pour les plus riches.



Calculer l'impact du budget Bayrou sur votre quotidien à l'aide du simulateur CGT



Budget : les sacrifices pour le monde du travail ça suffit ! Signez la pétition

AU DELÀ DE L'IMPACT POUR L'IMMENSE MAJORITÉ DU PEUPLE, QUELLES CONSÉQUENCES CONCRÈTES POUR NOUS, AGENT-ES TERRITORIAUX ?

● Gel du point d'indice = baisse du pouvoir de vivre

En réalité, c'est une baisse nette de salaire déguisée.

● Non-remplacement des départs = surcharge de travail

1 départ à la retraite sur 3 non remplacé avec comme résultat une surcharge chronique, des équipes sous tension, la suppression de postes via des « mutualisations » entre collectivités, des heures supérieures non payées, un glissement de tâches.

● Fermeture ou externalisation des services publics

Avec des services considérés comme « non essentiels » fragilisés, une externalisation progressive à des prestataires privés ou associatifs. Des postes territoriaux qui disparaissent, et avec eux la mission de service public.



DÈS LE 10 SEPTEMBRE 2025, EN PARTICIPANT AUX MOBILISATIONS (GRÈVE, BLOCAGE...) POUR EXIGER LA SATISFACTION DE NOS REVENDICATIONS:

Une revalorisation immédiate et significative du point d'indice pour l'ensemble des agent-es territoriaux, en portant sa valeur à 6 € ;

- **Une revalorisation générale des salaires**, des régimes indemnitaires et des pensions de retraites ;
- **L'égalité salariale** qui permettrait l'entrée de 6 milliards d'euros de cotisations salariales pour notre système de protection sociale afin de le conserver, voire le renforcer ;
- **L'abrogation de la loi du 6 août 2019**, dite de transformation de la Fonction publique, et celle de la contre-réforme des retraites pour un retour à l'âge de départ à la retraite à 60 ans ;
- **Le déblocage des avancements de grade et promotions internes** pour tous les agent-es dès qu'ils remplissent les conditions ;
- **La refonte des grilles de rémunération** devant permettre un réel déroulement de carrière ;
- **La création de postes** et la lutte contre la précarisation par la titularisation des agent-es contractuel-les et des personnes porteuses de handicap ;
- **L'arrêt des saignées sur les dotations globales de financement** des collectivités locales afin de garantir une réponse aux besoins de la population via des services publics de proximité dotés de personnels ;
- **Le maintien de la rémunération à 100 % lors des arrêts maladie** et la suppression du jour de carence ;
- **La suspension des licenciements** pour inaptitude physique et déclassements injustifiés.